

PLAN INFO #68



→ 11 octobre 2022 :
10^e Journée internationale
des droits des filles

ZOOM

SUR LES DROITS
DES FILLES

→ Page 2

GRAND ANGLE

POUR LA SANTÉ SEXUELLE
ET REPRODUCTIVE DES
FILLES ET DES FEMMES

→ Page 4

ACTUALITÉS

JOURNÉE INTERNATIONALE
DES DROITS DES FILLES

→ Page 6

ZOOM

LES DROITS DES FILLES

EN FRANCE,
82 % DES FEMMES
ONT COMMENCÉ À ÊTRE
VICTIMES DE HARCÈLEMENT
DE RUE AVANT L'ÂGE DE 17 ANS.

PARMI ELLES,
65 % AFFIRMENT AVOIR ÉTÉ
HARCELÉES ALORS QU'ELLES
N'AVAIENT PAS ENCORE 15 ANS*.

DANS LE MONDE,
12 MILLIONS
DE FILLES SONT MARIÉES
CHAQUE ANNÉE, SOIT PRÈS D'1
FILLE TOUTES LES 2 SECONDES*.

58 % DES FILLES DE
15 À 25 ANS ONT DÉJÀ ÉTÉ
VICTIMES DE HARCÈLEMENT
OU D'ABUS SUR LES RÉSEAUX
SOCIAUX (ÉTUDES SUR 22 PAYS).
LE CHIFFRE EST DE 60 %
EN EUROPE*.

200 MILLIONS
DE FILLES ET DE FEMMES
ONT ÉTÉ EXCISÉES DANS
LE MONDE. 2 MILLIONS
DE MUTILATIONS GÉNITALES
POURRAIENT SE PRODUIRE
D'ICI 2030, ALORS QU'ELLES
POURRAIENT ÊTRE ÉVITÉES.

*Chiffres de l'ONG Hollaback, de l'UNICEF,
Plan International, Fonds des Nations Unies
pour la population.



QU'EST-CE QUE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FILLES ?

Plan International est fier d'avoir obtenu la création, en 2012, de la Journée internationale des droits des filles (le 11 octobre).

Faire valoir les droits des femmes commence par la lutte pour le respect des droits des filles ! Le 11 octobre est un moment fort de mobilisation pour que toutes les filles d'aujourd'hui puissent devenir des femmes libres demain. Cette journée est l'occasion de rappeler l'importance du respect des droits des filles.

Découvrez notre mobilisation pour la 10^e année de cette journée en page 6 de ce magazine !

RAPPORT DE PLAN INTERNATIONAL FRANCE

À l'occasion de la 10^e Journée internationale des droits des filles, Plan International lancera son nouveau rapport sur la situation des filles dans le monde, intitulé "Equal Power Now". Il révèle l'expérience et les attentes de plus de 29 000 filles et jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans et venant de 29 pays différents en matière de participation citoyenne et politique.

Les filles et les jeunes femmes interrogées considèrent que leur droit à la participation n'est pas assez soutenu et cela à tous les niveaux de la société : la famille, l'école, les espaces numériques, les communautés et les enceintes du pouvoir.

Tandis que 9 sur 10 considèrent que la participation politique est importante, elles sont tout aussi nombreuses à rencontrer des obstacles lorsqu'elles souhaitent s'engager, en particulier du fait de leur âge et de leur genre.

Pour garantir le droit des filles et des jeunes femmes à la participation politique, les décideurs et décideuses doivent leur donner accès à une éducation civique et à des espaces politiques authentiques, sûrs et inclusifs de prise de décision et de développement de leur leadership. La participation des filles et des jeunes femmes est un droit et une condition de la réalisation de l'égalité de genre.



ANNE BIDEAU

Directrice de Plan International France

ON N'A PAS DIT OUI ! #LESFILLESDEBOUT

Chères marraines et donatrices, chers parrains et donateurs,

Aujourd'hui encore, naître et être une fille n'offre pas les mêmes chances, les mêmes conditions, les mêmes perspectives de vie que celles d'un garçon.

En 2012, à l'initiative de Plan International, l'ONU a déclaré le 11 octobre comme Journée internationale des droits des filles. En 2022, à l'occasion des 10 ans de cette journée, l'ONG Plan International France appelle à une mobilisation nationale et internationale afin de faire résonner les voix des filles et leurs combats à travers le monde.

On n'a pas dit oui ! #Lesfillesdebout : tel est le message-clé de notre mobilisation !

LES FILLES DISENT STOP !

Combattre l'exclusion et les discriminations dont font l'objet les filles, les accompagner sur le chemin de leur autonomisation, leur permettre de faire des choix non contraints et de rester maîtresses de leurs destins, c'est tout l'objet de la Journée internationale des droits des filles.

Consentir ou non, c'est décider pour soi, c'est affirmer son existence, sa liberté, son autonomie, faire face et se tenir debout contre toutes les inégalités, les injustices et les violences.

Notre conviction : aucune décision à l'égard de leur vie ne peut être prise sans leur consentement et encore moins à leur place. Et parce que pour décider, il faut comprendre et donc avant tout apprendre, parce que le respect et l'égalité s'enseignent et se transmettent, Plan International France place l'éducation au cœur de ses combats.

Aujourd'hui, les filles disent **STOP**.

STOP au harcèlement de rue, **STOP** au harcèlement en ligne, **STOP** à l'excision, **STOP** aux mariages forcés, **STOP** à l'exploitation au travail, tout ce à quoi on ne peut consentir librement !

OUI au droit d'aller à l'école et de décider pour elles-mêmes !

DONNER AUX FILLES LES CLÉS DE LEUR ÉMANCIPATION

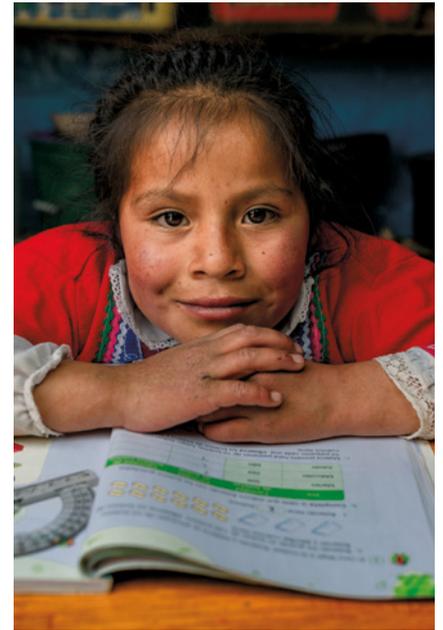
Apprendre aux filles qu'elles ont le droit de décider pour elles-mêmes et l'exiger pour toutes partout dans le monde, c'est lever un obstacle majeur qui entrave leur vie et leur accomplissement à toutes.

C'est pourquoi Plan International France agit en collaborant avec les communautés et les partenaires locaux dans tous ses pays d'intervention, pour obtenir des avancées concrètes et durables pour les filles et les enfants en général.

Contre toutes les formes de violences et d'inégalités, **tenons-nous aux côtés de toutes les filles, en France et partout dans le monde, qui luttent pour leur émancipation.**

Le 11 octobre prochain, Plan International France réaffirme le droit des filles à décider pour leur vie et vous invite à rejoindre le mouvement, debout à leurs côtés. #lesfillesdebout

En soutenant les actions de l'ONG Plan International France, vous défendez déjà les droits des filles. Merci encore pour votre engagement !



**PLAN INTERNATIONAL
FRANCE RÉAFFIRME
LE DROIT DES FILLES À
DÉCIDER POUR LEUR VIE :
REJOIGNEZ LE MOUVEMENT,
DEBOUT À LEURS CÔTÉS !
#LESFILLESDEBOUT**

Plan Info est une publication éditée par Plan International France

Représentante légale : Anne Bideau

Directrices de la publication : Carole Léger et Marion Guigon-Lacroix

Rédacteur et rédactrices en Chef : Sabrina Weber-Gloaguen, Luidji Jacobin et Marion Jerejian

Comité de rédaction : Marion Guigon-Lacroix, Carole Léger, Isabelle Dalle Piagge,

Sabrina Weber-Gloaguen, Luidji Jacobin et Marion Jerejian

Rédacteur : Pasquine Albertini

Conception maquette et exécution : Cithéa.com

Imprimeur & Distributeur : Groupe Prenant

Crédits photos : Plan International

Contact : Plan International France - 14 rue Scandicci, CS 10111, 93508 PANTIN CEDEX

01 84 87 03 50 - www.plan-international.fr - contact@plan-international.fr



POUR LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE DES FILLES ET DES FEMMES

LES FILLES, PREMIÈRES VICTIMES DES INÉGALITÉS

L'accès aux soins et à la santé fait partie des droits dont des millions de filles et de femmes sont privées dans le monde, notamment en ce qui concerne leur santé sexuelle et reproductive. Cette situation est la conséquence de plusieurs facteurs.

• UN MANQUE D'INFORMATION

Dans le monde, 132 millions de filles n'ont pas accès à une éducation, y compris sexuelle et reproductive. Elles rencontrent ainsi des difficultés pour s'informer, lire, comprendre des prescriptions médicales et se soigner.

• DES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES

La pauvreté, les inégalités salariales et leur manque d'indépendance financière limitent leur accès à des examens médicaux, soins, traitements et médicaments nécessaires à leur bonne santé.

• DES DISCRIMINATIONS SEXISTES

Dans de trop nombreux pays, les filles et les femmes sont considérées comme inférieures aux hommes. Leurs problèmes de santé sont minimisés et elles ne sont pas toujours autorisées à prendre des décisions concernant leur propre corps.

Cette privation de leurs droits les expose à des risques de précarité menstruelle, d'infections sexuellement transmissibles, d'avortements clandestins et de grossesses précoces non désirées et /ou à risque.

830 femmes décèdent chaque jour de causes évitables liées à la grossesse ou à l'accouchement et 99 % de ces décès surviennent dans un pays en développement.

SENSIBILISER, FORMER ET DIALOGUER POUR UN ACCÈS FACILITÉ AUX SOINS EN MATIÈRE DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

Les services de droits et de santé sexuelle et reproductive comprennent l'accès à l'hygiène menstruelle, aux moyens de contraception, à l'avortement dans des conditions sécurisées, aux traitements de maladies sexuellement transmissibles comme le VIH, au planning familial et aux soins de santé obstétricale.

Sensibiliser, former et dialoguer

sont les maîtres-mots de l'action de Plan International. Nos équipes travaillent activement, afin de faciliter l'accès aux soins pour les filles et les femmes : construction de centres de santé, mise à disposition de matériel médical, développement des services de santé sexuelle, prise en charge médicale et psychologique des malades, sensibilisation des communautés à la nécessité de soigner les femmes autant que les hommes.

En **Éthiopie**, dans la région d'Amhara, Plan International aborde la thématique de la santé sexuelle et reproductive, dans le cadre d'un programme destiné à répondre aux besoins des personnes déplacées et rapatriées.

Des formations en soins pré et postnataux, en matière d'accouchement et de planification familiale sont dispensées à **8 sages-femmes des centres de santé prioritaires**

et 2 sages-femmes de l'équipe mobile.

À leur tour, les sages-femmes pourront partager leur formation avec les agents sanitaires, afin qu'ils puissent sensibiliser les mères enceintes dans leurs communautés respectives.

55 agents sanitaires et travailleur·euse·s sociaux·ales bénéficient d'un soutien pour organiser des sessions d'éducation sexuelle et des dialogues à destination des adolescent·e·s.

20 travailleur·euse·s sociaux·ales communautaires sont formé·e·s sur la santé sexuelle et reproductive, afin d'assurer une éducation communautaire de masse efficace et un soutien psychosocial de base.

En **Tanzanie**, dans la région de Geita, aux abords du lac Victoria, la santé sexuelle et reproductive fait partie du programme de protection de l'enfance, « Child Labour », financé par l'Agence Française de Développement.

Plan International France y mène des actions de sensibilisation en direction des agents de santé, des communautés, des comités d'enfants, des leaders communautaires et des personnels scolaires.

Des **agents de santé et des éducateurs et éducatrices** (jeunes formé·e·s pour aider leurs camarades dans leur communauté à adopter un comportement sain et responsable en matière de santé de la reproduction) **sont formé·e·s** sur les sujets suivants : mariages des enfants, grossesses précoces, hygiène menstruelle, maladies et infections sexuellement transmissibles, etc.

Nos actions en matière d'éducation à la santé sexuelle et reproductive au sein des communautés permettent aux filles comme aux garçons de faire les choix les plus éclairés pour leur sexualité et leur santé reproductive. Ces actions sont essentielles pour la santé, le bien-être et l'éducation des adolescentes et des femmes.

« EN ÉTHIOPIE, NOUS VISIONS DES SESSIONS DE SENSIBILISATION SUR LES DROITS À LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE POUR 26 000 SOIGNANTS, HOMMES ET FEMMES. »

D'ENFANT PARRAINÉ À MEMBRE DU PERSONNEL DE PLAN INTERNATIONAL

Faith Mbatia, 44 ans, est responsable de projet de Plan International au Kenya, mais elle a connu l'organisation en 1982, lorsqu'elle a été inscrite comme enfant parrainé à l'âge de 7 ans.

« Mes souvenirs d'enfant parrainé sont encore frais dans ma mémoire. Mes parrains venaient des Pays-Bas et j'avais l'habitude de correspondre avec eux par lettres.

Ma vie et celle de nombreux autres enfants de ma communauté ont bénéficié de tous les changements apportés aux infrastructures scolaires, comme la construction de nouvelles salles de classe, de blocs sanitaires et de nouveaux pupitres.

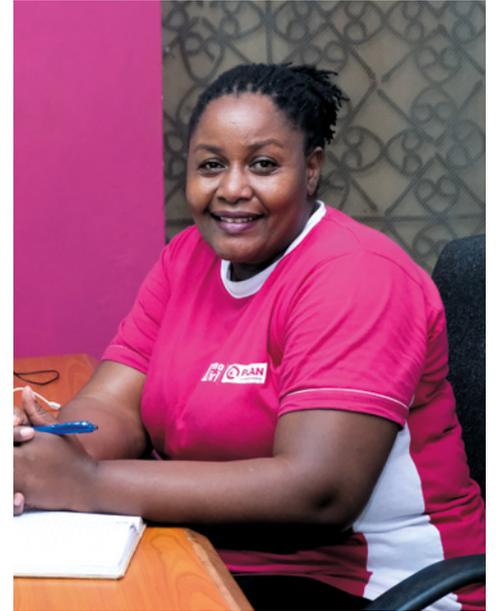
Quand j'étais jeune, l'accès aux soins de santé était un cauchemar, nous devions marcher sur de longues distances pour atteindre l'hôpital le plus proche, mais tout a changé lorsque Plan International a créé un poste de santé local. Le centre a été une bénédiction pour la communauté car il a fourni des soins de santé de bonne qualité à tous les villageois.

Après avoir quitté l'école, j'ai suivi une formation d'assistante sociale, je voulais travailler avec les enfants. Plan International a joué un rôle majeur en me donnant envie de travailler avec les communautés car, dès mon plus jeune âge, on m'a inculqué l'importance de travailler pour le bien-être de tous les enfants.

Je mets actuellement en œuvre le projet Tulinde Tusome qui vise à soutenir les domaines de l'éducation et de la protection de l'enfance au Kenya en améliorant l'accès à des environnements scolaires et communautaires protecteurs et de qualité pour les enfants.

Je suis convaincue que l'éducation est la clé pour faire tomber les barrières qui empêchent les enfants, en particulier les filles, d'accéder à des postes de pouvoir et d'influence où ils peuvent apporter des changements positifs.

Mon expérience a été très enrichissante. J'aime communiquer avec les enfants à travers ma propre histoire. Je me réveille tous les jours avec l'énergie nécessaire pour transmettre un message d'espoir aux enfants et à leurs familles.



Je veux que toutes les jeunes filles croient en elles-mêmes, croient que rien ne peut les empêcher de réussir. Qu'elles ont une voix, qu'elles sont puissantes et qu'elles ont le potentiel de faire partie d'un monde plus juste. »



NOTRE APPROCHE EN MATIÈRE DE PROTECTION DES ENFANTS ET DES JEUNES

La responsabilité en matière de protection des enfants et des jeunes est la priorité de Plan International.

Une charte mondiale de protection des enfants et des jeunes existe depuis 1997 pour prévenir toutes formes de discrimination, de harcèlement ou de violence à leur encontre. Cette politique de sauvegarde régit les comportements du personnel, des partenaires, des volontaires qui s'engagent à la respecter.

Le respect des droits des enfants commence par l'application stricte de la charte de protection à chaque étape de l'intervention des équipes de Plan International en France et dans les pays d'intervention.

Un système d'alerte est notamment à disposition de toutes et tous pour signaler tout manquement aux dispositions de la charte.

Nous pouvons ainsi travailler en toute confiance avec les communautés et contribuer à offrir un avenir meilleur aux enfants.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur notre site internet.

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FILLES

Aujourd'hui encore, naître et être une fille n'offre pas les mêmes chances, les mêmes conditions, les mêmes perspectives de vie que celles d'un garçon.

En 2012, à l'initiative de Plan International, l'ONU a déclaré le 11 octobre comme Journée internationale des droits des filles. En 2022, à l'occasion de ses 10 ans, Plan International appelle à faire de cette date, une journée de mobilisation nationale et internationale afin de faire résonner les voix des filles et leurs combats à travers le monde.

Déscolarisation, excisions, harcèlement de rue, harcèlement en ligne, mariages forcés, violences sexistes et sexuelles, grossesses précoces... Les filles sont encore aujourd'hui victimes d'inégalités, d'exclusion, de discriminations et de violences, ce qui entrave leurs droits, leur émancipation et a des conséquences graves sur leur vie.

Toutes ces inégalités de droits les empêchent de devenir des femmes libres. C'est pourquoi cette journée est essentielle ! Parce qu'il existe une Journée internationale des droits des femmes le 8 mars, parce que faire valoir les droits des femmes adultes commence par faire valoir les droits des filles !



POURQUOI PARLER DU CONSENTEMENT ?

Cette année, l'ONG Plan International France a choisi de placer cette 10^e Journée internationale des droits des filles sous **la thématique du consentement**.

Apprendre aux filles qu'elles ont le droit de décider pour elles-mêmes, c'est lever un obstacle majeur qui entrave leur vie et leur accomplissement. Notre conviction est claire : aucune décision à l'égard de leur vie ne peut être prise sans leur consentement et encore moins à leur place.



Consentir ou non, c'est décider. Décider pour soi, c'est affirmer son existence, sa liberté, son autonomie, faire face et se tenir debout contre toutes les inégalités, les injustices et les violences. C'est pouvoir dire non aux violences et injonctions imposées à son corps, à sa sexualité, à sa vie. C'est pouvoir dire oui au respect de ses droits fondamentaux, à son droit d'aller à l'école, à ses désirs, à l'envie de s'engager, à ses choix de vie.

Et parce que pour décider, il faut comprendre et donc avant tout apprendre, parce que le respect et l'égalité s'enseignent et se transmettent, Plan International France place l'éducation au cœur de ses combats.

Le respect du consentement est aussi un apprentissage du côté des garçons car un garçon qui respecte les droits des filles sera un homme qui respectera les droits des femmes.

Nous soutenons toutes celles et ceux qui participent à expliquer, promouvoir et défendre ce principe fondamental de liberté.

C'est pourquoi l'ONG Plan International France agit en collaborant avec les communautés des filles et les partenaires locaux dans ses pays d'intervention en obtenant des avancées concrètes et durables pour les droits des filles.

À travers notre campagne pour les droits des filles « On n'a pas dit oui », nous sensibilisons à **l'importance de garantir aux filles leurs droits de décider pour elles-mêmes** dans tous les aspects de leur vie.

Partout dans le monde, les filles se lèvent contre les violences qui leur sont faites, les injustices et les inégalités qu'elles subissent. Partout dans le monde, les filles démontrent qu'elles ont le droit et de décider par elles-mêmes, pour elles-mêmes.

Le mardi 11 octobre prochain, à l'occasion des 10 ans de la Journée internationale des droits des filles, pour le droit des filles à décider pour elles-mêmes, **les filles sont debout, soyons-le aussi à leurs côtés.**



CRISE ALIMENTAIRE

Le monde traverse actuellement une crise alimentaire dévastatrice qui affecte gravement les enfants. 828 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire grave et **45 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère.**

Plan International travaille dans 8 des pays les plus touchés afin de pouvoir agir rapidement pour soutenir les enfants et leurs familles. Nos équipes leur viennent en aide en distribuant des repas, des coupons alimentaires et en assurant l'accès à l'eau et la nourriture, tout en aidant les enfants à rester ou à retourner à l'école.

Vous êtes déjà nombreux·ses à avoir donné pour les enfants et leurs familles. Vous pouvez continuer à vous mobiliser sur www.plan-international.fr



LE PLAN DES JEUNES : LE SAVIEZ-VOUS ?

Le Plan des jeunes est un mouvement qui réunit en France des jeunes engagées en faveur de l'égalité entre les filles et les garçons et des droits des enfants ! Tout au long de l'année, le Plan des jeunes mène des actions de sensibilisation, notamment auprès des jeunes, ainsi que des actions de plaidoyer auprès des décideur·euse·s politiques autour des enjeux liés à l'égalité filles-garçons dans les pays en développement. En 2022, ce sont près de 400 jeunes qui montent leurs projets, participent à nos événements et reçoivent nos newsletters.

COURIR ET S'ENGAGER : L'ULTRA TRAIL DU MONT-BLANC

Tous les ans à Chamonix, l'Ultra Trail du Mont Blanc (UTMB) rassemble des milliers d'athlètes du monde entier venant s'affronter sur 170 km dans les Alpes françaises, suisses et italiennes.

Parce que **le sport est un levier d'émancipation pour les enfants**, 14 coureurs et coureuses ont allié performance sportive et engagement en portant les couleurs de l'ONG Plan International France lors de la 19^e édition de l'UTMB, du 24 au 28 août dernier.

Les fonds collectés nous permettront de financer nos programmes de développement et de continuer à faire progresser les droits des enfants à travers le monde.

Un immense merci à Anthony, Christoph, Christoph, Daniel, Elise, Erwan, Fidel, Grégory, Jan, Jean-Marc, Kazuya, Peter, Stéphanie et Thibaut, pour leur engagement pour les droits des filles et pour leur performance hors du commun à l'occasion de cet événement !

PORTRAIT

RENCONTRE AVEC ANNE THOMASSET, CHARGÉE DE RELATIONS DONATEURS

BONJOUR ANNE, PEUX-TU NOUS PRÉSENTER TON PARCOURS ?

Après des études et un master en langues étrangères appliquées, j'ai d'abord travaillé dans l'organisation d'événements culturels. J'ai notamment travaillé pour l'Alliance française en Inde : cette expérience m'a donné envie de rejoindre le secteur de l'humanitaire dans un pays avec des enjeux de développement. J'ai donc rejoint une ONG en volontariat pendant 1 an au Laos, ce qui m'a permis de découvrir le travail sur le terrain. J'ai ensuite rejoint une autre ONG de parrainage où j'étais notamment en charge de répondre aux demandes des nouveaux parrains et marraines avant d'intégrer Plan International France en 2021.

QUEL POSTE OCCUPES-TU AU SEIN DE PLAN INTERNATIONAL FRANCE ?

Depuis novembre 2021, je suis chargée des relations avec les marraines et parrains de l'Asie et 6 pays d'Amérique Latine (Guatemala, Nicaragua, Pérou, Salvador, Équateur, République Dominicaine) au sein du département Collecte Individuelle. Mon travail consiste notamment à suivre les parrainages : répondre aux questions des parrains et des marraines, faire le lien avec leur filleul·e mais aussi avec nos collègues présents sur le terrain. Je participe également à des projets développés dans mon équipe, destinés à améliorer la satisfaction des donateurs et donatrices.

Je suis appuyée dans cette mission par des bénévoles qui assurent la traduction des courriers aux filleul·e·s.

POURQUOI AVOIR REJOINT PLAN INTERNATIONAL FRANCE ?

J'aime le principe du parrainage. Pour un enfant, c'est découvrir un autre pays à travers les yeux de son parrain ou sa marraine qui peut lui parler de choses qu'il ne connaît pas, d'autres façons de vivre, d'autres coutumes, etc.

Par ailleurs, la protection des enfants et en particulier l'éducation, sont des sujets qui me tiennent à cœur depuis mon expérience sur le terrain au Laos car j'ai pu voir à quel point l'éducation est importante pour améliorer leurs conditions de vie.

Nos donateur·rice·s, marraines et parrains nous permettent de mener à bien ces missions et je suis heureuse d'échanger avec eux·elles au quotidien.



JE N'AI PAS DIT OUI POUR ÊTRE MARIÉE À 12 ANS.

#LESFILLESDEBOUT

Contre toutes les formes de violences et d'inégalités.
Partout dans le monde et en France, les filles luttent pour leurs droits !
Plan International se tient debout à leurs côtés. Et vous ?

MARDI 11 OCTOBRE : 10^E JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FILLES

